

Brochure n° 3333

**Convention collective nationale**

IDCC : 2198. – **ENTREPRISES DE VENTE À DISTANCE**  
**(1<sup>re</sup> édition en préparation)**

AVENANT DU 16 SEPTEMBRE 2005  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES GARANTIES  
AU 1<sup>ER</sup> SEPTEMBRE 2005  
NOR : *ASET0551349M*  
IDCC : *2198*

Entre :

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance ;

Le syndicat des entreprises de vente par catalogue du nord et de l'est de la France,

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats du personnel d'encadrement des industries du textile, de l'habillement et connexes CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les organisations syndicales de salariés et le syndicat national social des entreprises de vente à distance prennent acte de la situation nouvelle que constituent :

- l'extension de la convention collective, qui s'applique désormais à l'ensemble des entreprises de vente à distance ;
- la convergence des SMIC au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ;
- la négociation en cours dans la branche, relative à la révision de la classification. Dans ce cadre, la délégation patronale s'engage à prendre en compte le niveau de professionnalisme des salariés de la VAD dans la construction d'une nouvelle grille de classification et d'un nouveau barème.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Barèmes*

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005, aux 2 barèmes existants (accord du 18 juin 2003) :

- le barème des rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche ;
- le barème des salaires minima garantis servant de base à la garantie d'ancienneté,

il est ajouté un barème fixant une rémunération annuelle minimale garantie par coefficients :

#### **1.1. Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche**

Ce barème fixe, pour chaque coefficient, les rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche, base 151 h 67, qui comprennent l'ensemble des éléments à caractère de salaires, à l'exclusion des sommes relatives aux remboursements de frais et heures supplémentaires payées.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005, les montants pour les catégories ouvriers-employés, techniciens-agents de maîtrise et ingénieurs-cadres sont fixés selon les grilles figurant en annexe I au présent accord.

#### **1.2. Barème des salaires minima garantis servant de base à la garantie d'ancienneté**

Le barème des salaires minima garantis sert de base au calcul de la garantie d'ancienneté.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005, les montants de ce barème sont fixés selon les grilles figurant en annexe II au présent accord.

#### **1.3. Barème des rémunérations annuelles minimales garanties**

Il est institué, à compter du présent accord, une RAMG (rémunération annuelle minimale garantie) par coefficient, pour tout salarié en CDD ou CDI d'une entreprise entrant dans les champs d'application de la convention collective nationale des entreprises de VAD, ayant un an d'ancienneté et 6 mois de travail effectif au cours de l'exercice considéré.

La RAMG s'applique pour un salarié à temps plein et ayant été présent toute l'année.

Pour son application, il est tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature, contractuelle ou conventionnelle, et la périodicité, supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception des éléments suivants :

- les heures supplémentaires ;
- les majorations de salaire prévues par la convention collective ;
- les primes liées aux contraintes de l'emploi exercé ;
- les sommes versées n'ayant pas le caractère de salaire telles que l'intéressement et la participation ;
- les sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de sécurité sociale.

En cas d'année incomplète, ou d'horaire incomplet, mais sous réserve de remplir les conditions prévues ci-dessus, le salarié bénéficie de la RAMG proportionnellement au temps de présence effective.

Le montant garanti annuel est proportionnel aux périodes effectivement travaillées auxquelles s'ajoutent dans la limite de 2 mois maximum (à l'exclusion du délai de carence de la sécurité sociale) les périodes d'absences intégralement indemnisées pour maladies, maternité ou accident. Le salaire pris en compte pendant cette période d'absence indemnisée est reconstitué sur la base du salaire mensuel brut rétabli, indemnités journalières de la sécurité sociale comprises.

Dans le cas où la comparaison entre les sommes effectivement versées au titre de l'année et la garantie instituée par l'accord laisse apparaître qu'un salarié n'a pas perçu l'intégralité de ses droits, celui-ci reçoit, à l'échéance de la paie du salaire la plus proche, le complément de rémunération correspondant.

A compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005, les montants de ce barème sont fixés selon les grilles figurant en annexe III au présent accord.

## **Article 2**

### *Signature de l'accord*

A compter de la date de réception du présent texte par les parties signataires, une période de 15 jours est ouverte pour la signature du présent accord. A l'issue de ce délai, il sera procédé à sa notification, conformément à l'article 3.

## **Article 3**

### *Notification et validité de l'accord*

Le syndicat national social des entreprises de vente à distance notifie le présent accord à l'ensemble des organisations représentatives.

La validité de l'accord de branche est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité des organisations syndicales de salariés représentatives dans les champs d'application de l'accord.

L'opposition est exprimée dans le délai de 15 jours à compter de la date de réception par les signataires de l'accord qui leur est notifié.

## **Article 4**

### *Formalités de dépôt*

Le présent accord est déposé à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle de Lille et au conseil des prud'hommes de Lille, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

## **Article 5**

### *Date d'application*

Les dispositions du présent accord sont applicables à l'issue du délai d'opposition mentionné à l'article 2 avec effet au 1<sup>er</sup> septembre 2005.

## **Article 6**

### *Extension*

Les parties signataires du présent accord conviennent d'en demander l'extension.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 16 septembre 2005.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Barème des rémunérations mensuelles brutes minimales d'embauche applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005

*Employés*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
I	145	1 218
II	150	1 221
	155	1 224
	160	1 230
III	165	1 238
	170	1 243
	180	1 248
IV	190	1 260
	200	1 280

*TAM*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
V	215	1 400
VI	235	1 470
	255	1 562
VII	275	1 684
	295	1 847

# *Cadres*

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
VIII	295	1 847
	330	2 020
IX	370	2 265
	410	2 510
	450	2 754
X	490	2 999
	530	3 244
	570	3 489
XI	610	3 734

## ANNEXE II

### Garantie d'ancienneté ouvriers-employés applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005

(En euros.)

COEFFICIENT	BASE de calcul pour la garantie d'ancienneté	GRILLE au 01-09-2005	GARANTIE D'ANCIENNETÉ				
			3 ans 3 %	6 ans 6 %	9 ans 9 %	12 ans 12 %	15 ans 15 %
145	999	1 218	1 218	1 218	1 218	1 218	1 218
150	1 028	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221	1 221
155	1 057	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224	1 224
160	1 082	1 230	1 230	1 230	1 230	1 230	1 244
165	1 096	1 238	1 238	1 238	1 238	1 238	1 261
170	1 114	1 243	1 243	1 243	1 243	1 247	1 281
180	1 159	1 248	1 248	1 248	1 263	1 298	1 332
190	1 208	1 260	1 260	1 281	1 317	1 353	1 390
200	1 253	1 280	1 291	1 329	1 366	1 404	1 441

### ANNEXE III

#### **Barème des rémunérations annuelles minimales garanties applicable à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005**

*Employés*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle minimale garantie (RAMG)
I	145	15 432
II	150	15 470
	155	15 520
	160	15 609
III	165	15 723
	170	15 848
	180	16 006
IV	190	16 254
	200	16 640

*TAM*

*(En euros.)*

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION mensuelle brute minimale d'embauche
V	215	18 200
VI	235	19 110
	255	20 306
VII	275	21 892
	295	24 011



# *Cadres*

(En euros.)

POSITION	COEFFICIENT	RÉMUNÉRATION annuelle minimale garantie (RAMG)
VIII	295	24 011
	330	26 260
IX	370	29 446
	410	32 630
	450	35 802
X	490	38 987
	530	42 172
	570	45 357
XI	610	48 542